

de la Tchécoslovaquie, de ses chefs et de sa population tant que le territoire de ce pays ne sera pas de nouveau libre de troupes étrangères.

Nous devons aussi être conscients des dangers que court la paix en Europe par suite des accusations portées dernièrement par l'Union soviétique contre la République Fédérale Allemande et de l'affirmation d'un prétendu droit d'intervenir unilatéralement, une fois encore, dans un autre pays. Aux yeux du Canada, pareil droit est inexistant. Tout en condamnant l'Union soviétique et ses alliés pour le geste qu'ils ont posé, nous devons nous tenir prêts à saisir toutes les occasions de discuter sérieusement et de façon constructive les questions qui divisent l'Est et l'Ouest. Tant que des troupes soviétiques seront cantonnées en territoire tchécoslovaque, ces discussions progresseront nécessairement avec lenteur et circonspection. Mais il y a un domaine où nous devons nous hâter. Il faut poursuivre avec vigueur les pourparlers en vue de mettre fin à la course aux armements. Un progrès en ce domaine serait à l'avantage de tous les pays, y compris la Tchécoslovaquie.

LA COURSE AUX ARMEMENTS

Le Canada, tout comme sans doute la grande majorité des membres des Nations Unies, a été réconforté d'entendre les États-Unis et l'URSS annoncer, le premier juillet, qu'ils étaient convenus d'entreprendre des négociations sur la limitation des armes nucléaires stratégiques, y compris les projectiles antibalistiques. J'invite donc instamment les États-Unis et l'Union soviétique à commencer ces pourparlers sans tarder et à accorder leur appui à une reprise prochaine des négociations du comité des dix-huit puissances pour le désarmement, quant à l'interdiction complète des essais nucléaires, à l'arrêt de la production des matières fissibles servant à des fins militaires et à la réduction puis à l'élimination des stocks nucléaires.

Depuis la dernière assemblée, le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires a été présenté à la signature des intéressés et quelques pays l'ont signé. Le Canada a signé le traité et entend le faire ratifier en temps voulu. Tous les pays devraient en devenir partie sans tarder, afin de contribuer à lui donner sa portée pleine et entière.

L'emploi persistant de la force dans les différends internationaux et les innombrables souffrances humaines résultant de la guerre ont mis en évidence le rôle du commerce des armes classiques comme facteur des conditions engendrant la violence. A l'époque de la Société des Nations, on s'était efforcé d'imposer des restrictions au commerce des armes en publiant des statistiques sur le mouvement des armes et du matériel de guerre entre

États. A notre avis, on devrait faire revivre le concept d'un registre international des livraisons d'armes.

Mon gouvernement s'intéresse aussi à la possibilité qu'on limite les livraisons d'armes dans les régions où règne une vive tension politique et militaire, et a observé d'un œil approbateur que l'URSS s'est montrée récemment favorable, moyennant certaines conditions, «à la mise en vigueur de mesures en vue du désarmement de certaines régions et à la diminution des armements dans différentes parties du monde, dont le Moyen-Orient»

NIGÉRIA

Après la crainte de la guerre, dont j'ai jusqu'ici examiné les différents aspects actuels, la faim et les privations graves sont, nous le savons tous, des questions dont ne saurait se désintéresser, surtout quand elles atteignent l'ampleur d'un désastre, une organisation mondiale comme la nôtre. Le Secrétaire Général l'a reconnu en attirant notre attention sur la situation qui règne au Nigéria dans l'avant-propos de son rapport annuel.

La délégation du Canada reconnaît et comprend parfaitement le désir de l'Organisation de l'Unité africaine qui a demandé que les gouvernements s'abstiennent de prendre des mesures de nature à compromettre l'unité, l'intégrité territoriale et la paix du Nigéria. Nous connaissons aussi et apprécions les efforts accomplis par le gouvernement du Nigéria et plusieurs autres pour résoudre les problèmes humanitaires qui se posent. Nous espérons que ces efforts prendront de plus en plus d'ampleur au fur et à mesure que l'exigera la situation. Devant la tragédie humaine qui se déroule sous nos yeux, il est tout naturel que les hommes, partout, ressentent une profonde sympathie pour la population nigériane et souhaitent vivement qu'on n'épargne aucun effort sur la scène internationale pour venir en aide à ceux qui sont dans le besoin.

Vu la sympathie et le souci que nous éprouvons à l'endroit de la population du Nigéria, le gouvernement du Canada a décidé de fournir des avions *Hercules* avec leur équipage et a affecté plus d'un million de dollars à des secours qui sont envoyés au Nigéria par l'entremise de la Croix-Rouge internationale; les services inappréciables que rend cet organisme en l'occurrence, malgré les difficultés créées par la guerre civile, commandent notre admiration. De plus, des organisations bénévoles canadiennes ont fait des contributions substantielles. Mon gouvernement a également accepté, à la demande du gouvernement du Nigéria, de faire partie de l'équipe internationale qui observe la situation dans les régions de l'Est du pays où l'autorité du gouvernement fédéral a été rétablie. Cette équipe